



# COMMUNIQUÉ

# DE PRESSE

**MERCREDI 20 JANVIER 2016**

## Avec le nucléaire, les milliards valsent... Et les français trinquent

Chacun en a pris l'habitude, dans un projet nucléaire, il ne faut pas confondre le prix « avant » et le prix « après ». Ainsi, l'EPR de Flamanville a commencé à 3 milliards d'euros (2007), il en est à près de 10 milliards (2015) et n'est toujours pas fini...Le scénario se répète avec le projet d'enfouissement des déchets hautement radioactifs à vie longue à Bure : le projet Cigéo, programmé sur plus d'un siècle d'exploitation (140 ans!) et porté par l'ANDRA, futur exploitant. Pourtant, en 2013, il y a eu un débat public sur Cigéo. Enfin un débat public sans chiffrage du projet, donc un débat public que la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) aurait dû logiquement refuser... Malheureusement, les règles ne sont pas respectées quand il s'agit de nucléaire. Elle a donc accepté et le débat a tourné court. Décryptage de France Nature Environnement.

**Alors, vous nous le faites à combien ?**

En 2005, une première évaluation de Cigéo émerge autour de 15 milliards. En 2013, surgissent des chiffres autour de 35 milliards. EDF, AREVA et le CEA, les trois financeurs du projet (et qui ont des déchets à enfouir) protestent et indiquent qu'il est possible de faire pour moins cher. Mettons 20 milliards. En octobre 2014, bien après le débat public, l'ANDRA remet un gros dossier d'évaluation précis que l'ASN (l'agence de sûreté nucléaire) décortique. Elle précise que certaines hypothèses semblent très optimistes bien que le coût se situe déjà vers les 35 milliards.

Le projet ne pouvant pas avancer s'il n'y a pas un chiffrage précis, tout ceci est renvoyé au ministère de l'Environnement qui est censé déclarer quel est le coût réel du projet. « A ce stade chacun comprend qu'il s'agit d'un « coût (coup) politique ». Il faut trancher entre la sécurité pour des siècles – si tant est qu'elle



*puisse être assurée - et les difficultés financières de la filière nucléaire avec AREVA en faillite et EDF virée du CAC 40 » déclare Maryse Ardit, référente nucléaire pour FNE.*

Difficultés financières d'EDF qui se traduisent par une perspective de suppression de 4000 postes avant même la publication des résultats annuels le 16 février prochain. La ministre ne peut pas plomber plus la filière nucléaire. Ce sera donc 25 milliards. Dernier prix.

### **Un coût économique sur un siècle : on fait comment ?**

L'économie n'est pas faite pour des calculs de long terme. 5 ans, 10ans, 20 ans maximum, elle sait faire. Au-delà, ses outils ne fonctionnent plus car elle utilise des taux d'intérêt, ou taux d'actualisation, qui font que l'avenir ne compte pas vraiment. Alors un siècle !!!

Ainsi, avec un taux de 5%, les 100€ que vous dépensez aujourd'hui comptent pour 100 €, ceux que vous dépenserez dans 10 ans comptent pour 60 € d'aujourd'hui, et ceux dépensés dans 50 ans comptent pour moins de 10 €. L'avenir n'existe plus...Les générations futures n'ont donc pas fini de payer pour nos déchets !

### **EPR, remise à niveau des réacteurs vieillissants, enfouissement des déchets : où est l'argent pour ces investissements hasardeux ?**

EDF doit faire des provisions pour tout cela, mais elle n'en a pas fait suffisamment. La Cour des Comptes l'avait déjà signalé. Réponse d'EDF assez surprenante. La moitié du Réseau de Transport d'Electricité (RTE) (qui est sa filiale) a été mise comme provision.

*« Une provision, il faut pouvoir l'utiliser. A qui EDF compte « vendre » le réseau RTE ? Et si tout cela n'était qu'un jeu d'écriture car finalement, EDF, AREVA, le CEA, l'ANDRA sont des organismes qui appartiennent à plus de 80% à l'Etat. Et voilà pourquoi ce sont les Français qui vont payer » s'inquiète Maryse Ardit.*

Pour Denez L'Hostis, président de FNE : *« il est urgent de sortir de cette impasse du nucléaire qui ne cesse de mettre à mal le budget de notre pays. Au lieu de continuer à dépenser de l'argent à fonds perdus, il faut engager la transition énergétique en commençant par donner les moyens et les outils aux Français pour réduire leurs consommations et s'engager dans le développement des énergies renouvelables ».*

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3000 associations, regroupées au sein de 80 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur [fne.asso.fr](http://fne.asso.fr), [Facebook](#) et [Twitter \(@FNEasso\)](#).